

REVUE ÉTUDIANTE ENGAGÉE DANS DES THÉMATIQUES SOCIALES

THE loop

*Ouvrez grand
les yeux !*



Contexte

L'avant JOP

Sports

Société



Inclusion Handicap

Billet d'humeur

Jeux



Cher.es lectrices et lecteurs,

« Ouvrons Grand les [y]eux ». L'été prochain, les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 se dérouleront en France, du 26 juillet au 8 septembre 2024. Il est temps de jeter un regard sans concession sur cet événement tant célébré. Ne vous méprenez pas, nous ne sommes pas ici pour célébrer aveuglément les prouesses sportives, ni pour participer à la glorification de cette mascarade mondiale. Au contraire, nous risquons de vous plonger dans les eaux troubles des JOP et d'explorer les méandres des problèmes qu'ils ont provoqués.

Le choix de dépenser notre énergie à l'étude approfondie de ces sujets n'est pas né du pessimisme ou d'un simple esprit de contradiction, mais bien de notre désir ardent d'ouvrir les yeux sur les Jeux Olympiques et Paralympiques. Nous croyons en la nécessité de questionner les motivations et les conséquences de cet événement planétaire, afin d'encourager une réflexion critique et constructive, qu'il s'agisse de questions économiques, environnementales, sportives ou sociales.

Sous forme d'analyses, d'entretiens, de reportages et de billets d'humeurs, ce journal contribuera, nous l'espérons, à exposer les inquiétudes citoyennes face aux Jeux Olympiques et Paralympiques.

Tout au long de ce numéro, le comité de rédaction a également été vigilant à représenter toutes les personnes concernées : sportif-ves valides ou paralympiques, bénévoles, citoyen-nes, passionné-es et boycotteur-euses.

Chaque article intègre l'écriture inclusive en concordance avec notre volonté d'assurer une égale représentation des genres, afin de faire évoluer les mentalités.

Bonne lecture !

■ SOMMAIRE



■ CONTEXTE HISTORIQUE

3

■ L'AVANT JO

6

■ SOCIÉTÉ

8

■ BILLET D'HUMEUR

10

■ SPORT

12

■ INCLUSION

16

■ HOROSCOPE / JEUX

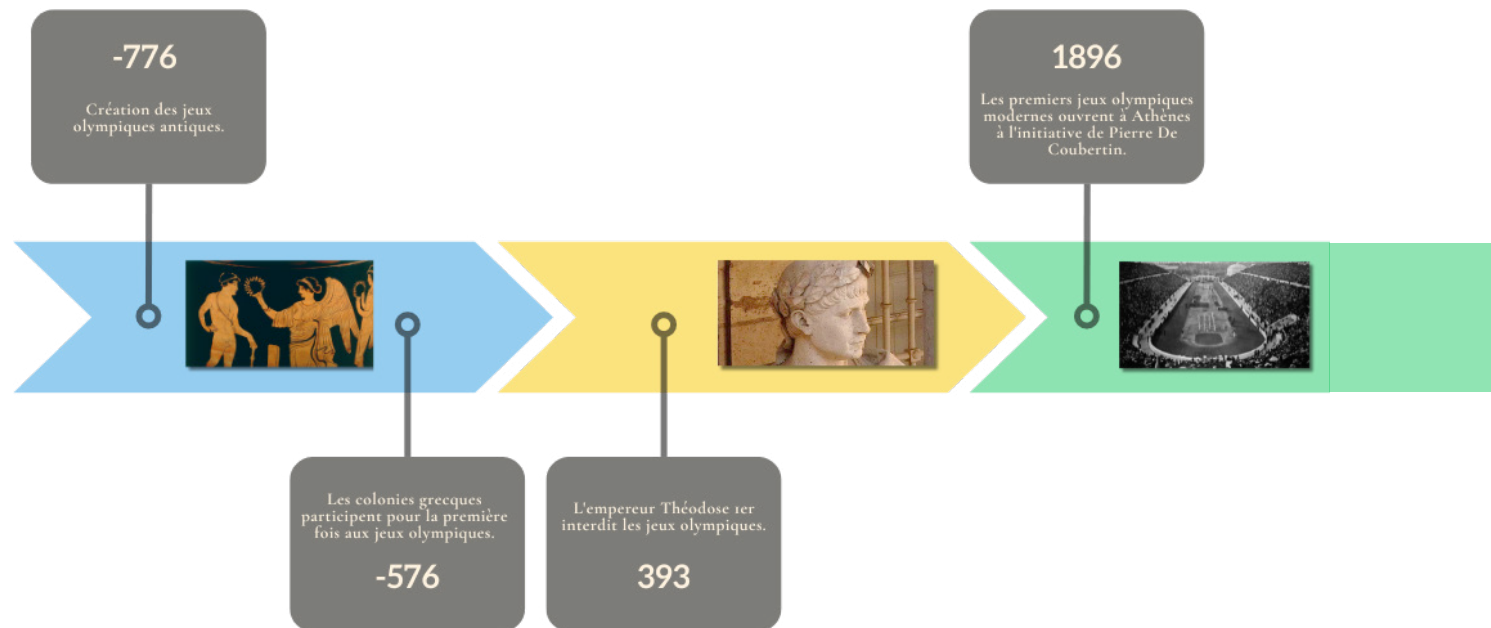
19

■ CONTEXTE HISTORIQUE

AU-DELÀ DU SPORT : COMMENT LES JEUX OLYMPIQUES ONT FAÇONNÉ NOS SOCIÉTÉS

Les Jeux Olympiques, de l'Antiquité à aujourd'hui, sont des événements sportifs internationaux majeurs qui ont évolué en reflétant les valeurs de chaque époque. Ils ont commencé en Grèce comme des compétitions sportives et religieuses, renforçant les liens entre les cités grecques. L'interdiction des Jeux par l'empereur Théodose Ier a marqué la fin de cette période et favorisé l'émergence de l'Église chrétienne en Europe. Les Jeux Olympiques modernes ont été relancés en 1894, rassemblant des athlètes du monde entier et couvrant une grande variété de sports. Ils ont également soulevé des enjeux sociaux et politiques, tels que les droits de l'homme et l'égalité femmes-hommes. Depuis 2012, les femmes participent à toutes les épreuves olympiques, renforçant l'égalité des sexes dans le sport.

■ Par Pierre DUSSAUCY



Les JOP : UNE HISTOIRE DE BOYCOTT

Les JOP ont toujours fait figure d'arène privilégiée pour défendre des causes politiques diverses... Les prochains Jeux Olympiques et Paralympiques s'annoncent donc palpitants en termes de dénonciations politiques mais aussi de boycotts. Retour sur 3 d'entre eux qui ont marqué l'histoire des JOP.

Les JO d'été de 1956 en Australie : premier boycott d'envergure

Lorsque Melbourne est désignée comme ville d'accueil pour les JO de 1956, ce sont 6 pays qui vont boycotter l'événement au vu du contexte politique. En octobre 1956, en Hongrie, une révolte populaire est violemment réprimée par les troupes de l'URSS. À la même période, une crise éclate autour du canal de Suez entre l'Égypte et une alliance formée par la France, le Royaume-Uni et Israël. Alors que les JO doivent démarrer à la fin novembre, la Suisse, les Pays-Bas et l'Espagne décident de boycotter l'événement pour dénoncer l'invasion

soviétique en Hongrie tandis que l'Égypte, l'Irak et le Liban décident de faire de même avec la crise du canal de Suez.

Les JO d'été ou d'hiver 1976 au Canada

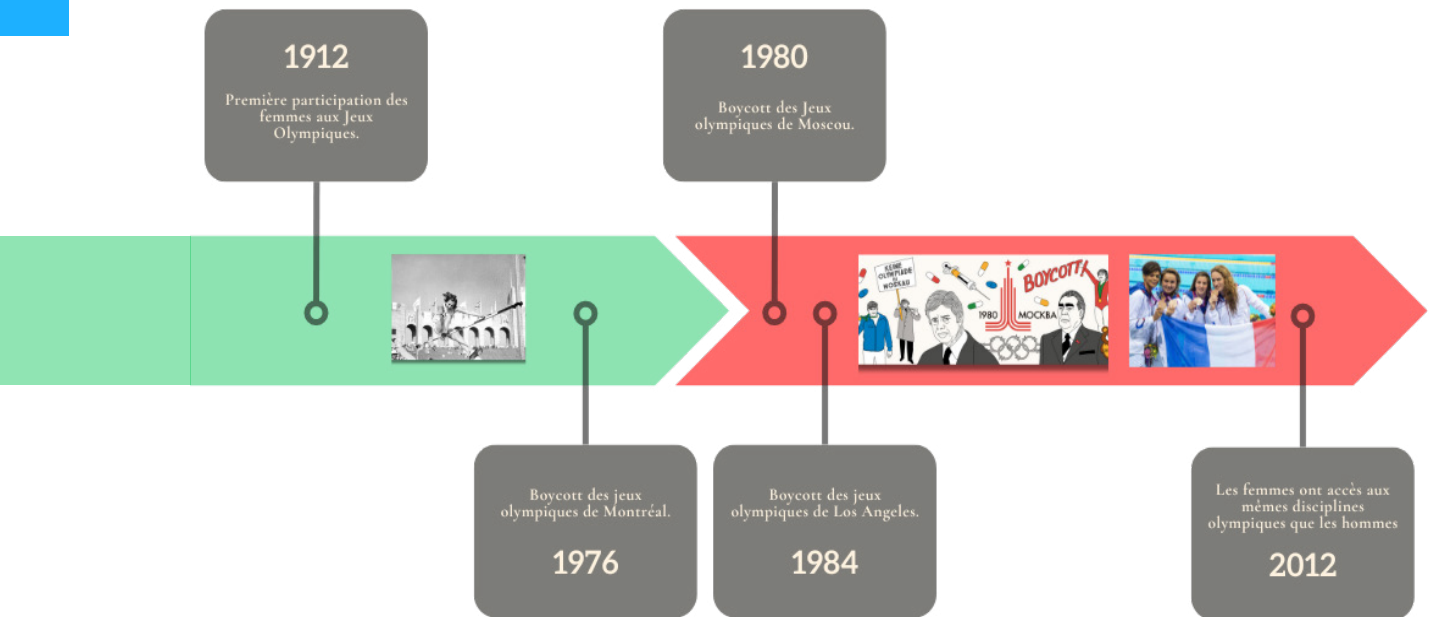
En 1976, de nombreux pays d'Afrique boycottent les Jeux Olympiques de Montréal : Algérie, Cameroun, Éthiopie, Égypte, Ghana, Guyane, Haute-Volta [devenue depuis la République du Burkina Faso ndr], Irak, Kenya, Libye, Mali, Maroc, Niger, Nigeria, Ouganda, République populaire du Congo... C'est quasiment tout un continent qui refuse de soutenir l'événement en raison de la présence de la Nouvelle-Zélande parmi les pays représen-

tés dont l'équipe de rugby avait effectué une tournée en Afrique du Sud, où l'apartheid était toujours en vigueur.

Les JO de l'été 1980 en Russie

C'est dans un contexte de guerre froide qu'ont lieu les JO de 1980 à Moscou. L'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques ne facilite pas les relations diplomatiques entre les États-Unis et l'ex-URSS. C'est ainsi qu'en février 1980, 6 mois avant le début de l'événement, les USA se retirent des JO, suivi d'une cinquantaine de pays comme l'Allemagne de l'Ouest ou la Norvège.

■ Par Keren AGOM



JOP 2024 : UN BOYCOTT DE PLUS ?

Si la charte olympique aspire à garantir le « principe de neutralité politique », l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques constitue en réalité une arène diplomatique à part entière, mettant au jour les tensions géopolitiques entre les différentes parties prenantes. Ultime épisode d'une longue histoire émaillée de boycotts étatiques, la menace d'un boycott ukrainien plane sur la prochaine édition.

Melbourne 1956, Séoul 1988, Pékin 2022... et bientôt Paris 2024 ? Au cours de l'histoire olympique, nombreuses sont les éditions qui ont fait l'objet d'un appel au boycott de la part d'autres États. Comme le soulignent Catherine et Éric Monnin en introduction de leur article¹ sur un autre boycott, celui des Jeux Olympiques de Montréal de 1976, « tout au long du XXe siècle, le boycott est une constante de l'histoire du mouvement olympique ».

La question de la participation de la Russie ou de l'Union Soviétique en particulier cristallise les tensions depuis longtemps. Victime ou instigatrice de plusieurs boycotts olympiques, l'histoire pourrait bien être sur le point de se répéter.

Un an après le début de la guerre en Ukraine et des sanctions prises dans la foulée contre la Russie, le Comité International Olympique (CIO) s'interroge aujourd'hui sur l'éventuelle participation des athlètes russes et biélorusses à partir de la prochaine édition des Jeux Olympiques et Paralympiques. Sans avoir définitivement

tranché la question, il semblerait que celui-ci s'oriente vers une autorisation « à titre individuel », en excluant toute représentation nationale. Une recommandation accueillie avec quelques remous.

« Une gifle pour les athlètes ukrainiens »

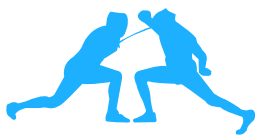
Si du côté de Moscou on déplore une forme de « discrimination » qui serait contraire aux principes de la charte olympique, plusieurs représentant-es du gouvernement ukrainien menacent de boycotter intégralement l'événement en cas de présence d'athlètes russes ou biélorusses aux prochaines olympiades. Fin mars, le secrétaire général du gouvernement Oleh Nemtchinov a annoncé que les athlètes ukrainien-nes avaient l'interdiction de participer aux compétitions sportives acceptant des sportives ou sportifs russes et biélorusses, au risque d'exposer leur fédération à des sanctions.

Du côté des alliés diplomatiques de l'Ukraine, le Comité Olympique Letton a

également laissé entendre sur Twitter que la Lettonie se joindra au mouvement de boycott si les sportives et sportifs russes étaient autorisé-es à participer. À la publication ce 28 mars des recommandations du CIO ouvrant la porte à leur réintégration sous bannière neutre, la Ministre des Sports allemande Nancy Faeser a par ailleurs dénoncé sur Twitter « une gifle pour tous les athlètes ukrainiens ». La Première Ministre d'Estonie Kaja Kallas a également exprimé publiquement sa désapprobation, tout comme Edgars Rinkevics, Ministre des Affaires Étrangères de Lettonie, et Kamil Bortniczuk, Ministre des Sports polonais.

Si pour l'heure la question du boycott effectif reste en suspens, nulle doute que la question de la guerre en Ukraine et de ses répercussions sur le monde sportif aura une influence sur la prochaine édition des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Au risque de fournir encore davantage la pile des controverses liées à l'organisation des ces JOP, déjà bien remplie. **■ Par Silvia FERREIRA**

¹ Le boycott politique des Jeux Olympiques de Montréal, 2008





« Big Brother vous regarde »

Dans 1984 G. Orwell nous alertait déjà sur les dérives totalitaires et sécuritaires...

Et si l'auteur avait vu juste ?

LA VIDÉOSURVEILLANCE BIOMÉTRIQUE AUX JO 2024 : LE DÉBUT D'UN MONDE ORWELLIEN ?

Malgré la position de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) sur la vidéosurveillance biométrique dans l'espace public, le Parlement a définitivement adopté le mercredi 12 avril après un dernier vote au Sénat la loi portant sur l'autorisation de la vidéosurveillance dite « intelligente » pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Une loi qui marque une nouvelle étape dans cette marche vers une société effrayante. Analyse.

Le gouvernement est aux anges : les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 serviront de test grandeur nature en vue du développement futur de la surveillance massive de la population. Si la gauche a marqué son opposition en craignant des dérives sécuritaires, l'argument de la droite concernant la sécurité de l'événement a convaincu une majorité de député-es Les Républicains (LR) et Rassemblement National (RN). Une loi qui va pourtant à l'encontre du projet de texte sur l'Intelligence Artificielle (IA) de l'Union Européenne dévoilée le 14 mars dernier mais en négociation depuis plus de deux ans. Ce projet prévoit notamment d'encadrer l'intelligence artificielle dont il est question dans la reconnaissance faciale par l'intermédiaire d'obligations strictes comme la documentation détaillée sur le fonctionnement de l'IA utilisée.

Et si nos droits humains étaient en danger?

Largement critiquée par Amnesty International dans un communiqué publié en janvier 2023, l'Organisation Non Gouvernementale dénonce l'article 7 du projet de loi qui utilise des algorithmes pour analyser les données corporelles et comportementales des individus afin de signaler des attitudes « suspectes ». Son utilisation méconnue et sa normalisa-

tion posent de gros problèmes en termes de libertés fondamentales. Lorsque la reconnaissance faciale implique l'identification d'un individu parmi des millions d'autres, c'est alors un stockage et une analyse de données à caractère personnel dont il est question. En plus de ne plus pouvoir être anonyme, ces outils enregistrent les données physiques des personnes présentes sur l'espace surveillé et violent ainsi notre droit à la vie privée.

Un risque d'amplification des discriminations.

Au-delà de notre vie privée, c'est au droit à l'égalité que ce projet porte atteinte. Si ce projet a pour objectif d'identifier les individus potentiellement dangereux, qu'en est-il des possibles biais discriminatoires ? Entraîné et conçu par l'être humain, nous ne pouvons pas écarter la possibilité que le fonctionnement de l'algorithme repose sur des critères ethniques, de couleurs de peau ou de genre. Les discriminations déjà existantes risquent d'être encore plus fortes. Pour exemple, les travaux des chercheurs Inioluwa Deborah Raji de l'Université de Toronto et Joy Buolamwini du MIT avaient déjà pu révéler les biais discriminatoires des technologies de reconnaissance faciale de Microsoft, IBM, et de Face++ où une femme à la peau foncée était mal catégorisée dans 34,7% des cas contre

un taux d'erreur de 0,8% pour un homme à la peau claire. Un triste constat qui risque d'être reproduit lors des Jeux Olympiques et Paralympiques.

Un pas de plus vers l'État de surveillance.

Ces systèmes de surveillance se généralisent, c'est vers un scénario catastrophe dans lequel la surveillance règne dans l'espace public et norme les comportements de la population que nous nous dirigeons, comme en Chine : ce système de vidéosurveillance boosté par l'IA avait déjà été introduit dans le pays lors des Jeux Olympiques de Pékin en 2008. Même s'il n'est pas encore question d'un système à crédit social en France, accepter ce nouveau projet de loi ouvre la porte à des dérives du même genre.

Cette nouvelle loi, dans la continuité des politiques sécuritaires et de développement de la surveillance dans l'espace public, pourrait marquer le début d'un abus de pouvoir de la part des autorités et du gouvernement qui peut effrayer. Un projet qui pourrait d'ailleurs servir d'excuse au gouvernement pour développer ces technologies et répandre la surveillance de masse à l'ensemble du pays au-delà des Jeux Olympiques et Paralympiques. ■ Par Maeva AUBARET



LES INFRASTRUCTURES OLYMPIQUES À L'ÉPREUVE DU TEMPS

L'investissement infrastructurel important pose question : quelles contraintes et problématiques, qu'est-il prévu, qu'en est-il des précédentes éditions ?

Les jeux de Paris 2024

Selon la Société de Livraison des Ouvrages Olympiques, les jeux disposent déjà de 95% des infrastructures nécessaires, comme le Stade de France. Les JOP se veulent respectueux de leur engagement de limiter les constructions en utilisant au maximum l'existant. L'idée est de concevoir des bâtiments hybrides, respectueux de l'environnement avec des matériaux biosourcés et qui puissent évoluer dans le temps en remplissant d'autres fonctions. Le village olympique, par exemple, doit à terme être transformé en quartier d'habitations où fleuriraient commerces et bureaux.

Entre ambition vertueuse et polémique...

Ces chantiers ne pouvaient se réaliser sans impacter les communautés locales. Ainsi quelques contrariétés entraînent des manifestations. Pour exemple, les syndicats étudiants, inquiets : plus de 3 000 logements étudiants seront réquisitionnés afin d'accueillir le personnel de l'événement, selon le ministère des Sports à l'agence France-Presse. Si cette décision vise à loger « forces de sécurité, soignants, secouristes, chauffeurs d'autobus ou encore agents de sécurité privée », le ministère des sports assure que les étudiant-es seront relogé-es dans d'autres résidences à la rentrée universitaire de septembre 2024.

Les éditions précédentes, qu'en est-il ?

Passé l'événement vient l'heure du bilan et notamment du devenir des infrastructures construites pour l'occasion. Des projets de reconversions sont presque toujours destinés à ces structures mais pas toujours suivis, faute de moyens financiers ou d'utilité. En 2018, se sont tenus les Jeux Olympiques d'hiver de Pyeongchang en Corée du Sud. Transformées en appartements, les chambres des participant-es ont été vendues. Toutefois le stade d'accueil de la cérémonie a été détruit à cause du coût de revient de l'entretien. ■ Par Lynda BOCQUET

LA BILLETTERIE CONTROVERSÉE DES JO 2024

Si les Jeux Olympiques et Paralympiques sont l'un des événements les plus attendus au monde, la billetterie de l'édition organisée dans la « ville Lumière » a fait parler d'elle en raison de nombreuses complications.

Une mauvaise anticipation de l'affluence

La billetterie a déployé un système de pré-inscriptions pour permettre aux fans d'être informés en avant-première de la mise en vente des billets et ainsi d'y avoir un accès privilégié. Cette pré-inscription a nécessité un démarchage conséquent, le but étant d'attirer un large éventail de publics. L'enquête par questionnaire réalisée en mars dernier atteste d'un retour d'expérience des utilisatrices et utilisateurs en demi-teinte. Sur une vingtaine de répondant-es, un tiers confirme avoir été démarché pour la pré-inscription.

D'autres signalent des difficultés pour acheter des billets, notamment en raison de la forte demande. Cela a entraîné une saturation du système de billetterie en

ligne, avec des sites web qui ont connu des pannes ou des temps d'attente extrêmement longs pour accéder à la réservation. Cette situation a frustré de nombreuses personnes, qui ont exprimé leur mécontentement sur les réseaux sociaux. Dans les communiqués officiels, les organisateurs affirment continuer de travailler pour résoudre les problèmes de billetterie et offrir une expérience de qualité, fluide et agréable aux fans du monde entier.

Un prix qui pose question

Bien que la billetterie attire du monde, à l'annonce des prix des billets pour assister à ces compétitions, celle-ci est devenue une source de préoccupation majeure, les prix atteignant des sommets inquié-

tants. Il faut parfois déboursier au minimum plusieurs centaines d'euros pour un billet dans certaines disciplines, 500 euros pour la natation, 480 euros pour la gymnastique, l'escrime ou le judo quand ce sont 2700 euros pour assister à la cérémonie d'ouverture sur les bords de Seine. Alors que les organisateurs cherchent à maximiser les revenus, de nombreux fans se retrouvent exclu-es en raison des tarifs excessifs qui ont provoqué des débats sur l'équité et l'accessibilité de l'événement. Les fans passionné-es qui rêvaient de participer à l'effervescence des JOP se trouvent confrontés à des barrières financières, avec une tarification qui privilégie les spectateurs et spectatrices fortuné-es.

■ Par Camille LECOURT

JOP 2024 ET BÉNÉVOLAT : UN ENGAGEMENT QUESTIONNABLE



Jeunes volontaires. Crédit Photo : Prostock-Studio - Libre de droit.

La plateforme d'inscription pour devenir bénévole durant les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 vient d'ouvrir. 45 000 personnes seront attendues pour faire vivre les JOP. Un recrutement qui est loin de faire consensus.

Le bénévolat en France est très plébiscité par les organisateurs et organisatrices d'événements sportifs, pour la préparation ou l'animation de rencontres. Cette demande d'engagement citoyen résulte d'un besoin de recruter des personnes dites « passionnées » et disponibles. Mais solliciter des volontaires permet surtout de pallier un manque de moyens et de concentrer les dépenses vers des organisations qui sont, le plus souvent, sans but lucratif.

Lors des Jeux de Tokyo en 2021, 80 000 bénévoles se sont rendu-es sur place pour fournir un travail non rémunéré. Ce recrutement excessif de bénévoles avait déjà soulevé de nombreuses questions : pourquoi ne pas engager des salarié-es ? Est-ce du travail dissimulé ? À qui profite cette exploitation ?

Aujourd'hui, c'est au tour de la France de faire appel à 45 000 volontaires pour contribuer à l'organisation de ces Jeux. Depuis le 22 mars 2023 et jusqu'au 3 mai, la plateforme d'inscription pour devenir bénévole durant les Jeux Olympique et Paralympique (JOP) de 2024 est ouverte. Mais la problématique reste similaire à celle des précédentes éditions et, du côté du Comité, Tony Estanguet, Président de « Paris 2024 » a déclaré que « les volontaires aux JO existent depuis 100 ans. Au début,

c'était l'armée et des scouts qui aidaient, jusqu'au moment où des personnes se sont dit qu'elles avaient envie de contribuer à l'accueil des Jeux dans leur pays en donnant un coup de main ».

Une « fierté nationale » ?

Nous avons contacté Pauline, 22 ans, passionnée de sport et décidée à être pleinement actrice de cet événement. Selon l'étudiante en marketing, être volontaire pour les JOP c'est « pouvoir participer à l'organisation d'un grand événement national avec une grande fierté. Je pourrai acquérir de nouvelles connaissances et compétences pour mon parcours professionnel. Aussi, j'aimerais rencontrer des athlètes de haut niveau pour faire signer ma casquette ! »

Une envie partagée par un grand nombre de Françaises et de Français puisque la plateforme d'inscription au volontariat des JOP, lancée il y a plus d'une semaine, recense aujourd'hui près de 200 000 demandes.

C'est sur cette fierté exprimée par Pauline que les organisateurs et organisatrices des Jeux ont construit une partie de leur campagne de communication de recrutement. Sur l'onglet « devenir volontaires » du site des JOP, on retrouve un langage pa-

triotique : « [les volontaires] incarneront le sens de l'hospitalité et les valeurs de la France pendant toute la durée des Jeux ». Un travail récompensé selon eux par l'honneur de participer à un tel événement, mettant l'intérêt général au premier plan.

Lorsque nous interrogeons Pauline sur les conditions du bénévolat (entre 8h à 10h par jour, jusqu'à 6 jours sur 7 jours par semaine et un seul repas offert durant la journée), notre interviewée s'interroge : « 10h de travail et un seul repas ? Je n'espère pas par contre ! ». Des conditions qui peuvent s'apparenter plutôt à celles régies par des contrats de travail dans d'autres secteurs.

Mission sabotage

En 2020 est créé le collectif « Saccage 2024 » qui se décrit comme étant la « résistance face aux saccages écologiques et sociaux que provoquent les Jeux Olympiques de Paris en 2024 ». Un article appelant à saboter la « campagne de travail dissimulé » est publié début avril dans le média Basta!. Le plan est simple : s'inscrire comme bénévole mais ne pas venir.

Au-delà des conditions de travail qui questionnent sur l'absence de contractualisation des bénévoles (soumission à la hiérarchie, demande de compétences spécifiques ou encore fiche de poste), deux autres éléments sont largement critiqués : l'hébergement et le transport qui ne peuvent être pris en charge par le Comité. Cette variante met en lumière une exclusion territoriale et sociale : pour « faire briller la France » lors des JOP il faut habiter en Île-de-France ou pouvoir dépenser beaucoup d'argent dans un billet de train et un hébergement. Se décrivant pourtant comme « un événement populaire », les Jeux Olympiques et Paralympiques ne profitent qu'à une certaine catégorie sociale. Cette tribune dénonce par ailleurs le choix de faire appel aux bénévoles qui profite aux organisateur-rices, financeur-euses et diffuseurs. Le collectif « Saccage 2024 » souligne d'ailleurs que si ces 45 000 volontaires étaient payé-es, ceci ne représenterait que 1% du budget total des Jeux...

■ Par Elisa GIRARD

JOP 2024 : L'ASSAINISSEMENT DE LA SEINE AU CŒUR DU DÉBAT CITOYEN

La ville de Paris a décidé de lancer un projet d'assainissement de la Seine. Cette action a pour objectif d'accueillir les athlètes dans des conditions idéales pour les épreuves aquatiques des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Des jeunes Parisien.nes ont accepté de nous donner leur avis et ont pu exprimer leur enthousiasme ainsi que leurs doutes sur le sujet.

Rejet des eaux usées, déchets, polluants industriels, tous ces facteurs ont un impact néfaste sur la qualité de l'eau de la Seine. À travers un meilleur équipement des stations d'épuration, la résorption des mauvais branchements, l'interdiction du rejet des eaux usées par les bateaux ou encore par une plus grande végétalisation,

la ville de Paris souhaite rendre la Seine propre et accueillante pour les athlètes des épreuves aquatiques des Jeux Olympiques 2024.

Un sondage a été lancé sur les réseaux sociaux, afin de connaître l'avis de 30 jeunes Parisien.nes âgés de 18 à 30 ans sur ce projet d'envergure, estimé à plusieurs mil-

lions d'euros. Les résultats observés sont assez contrastés et mettent en lumière plusieurs préoccupations. Près de deux tiers des personnes interrogées sont en accord avec la démarche contre un tiers qui a exprimé leur doute et leur désaccord.

■ Par **Matthieu PARQUET**

■ SOCIÉTÉ

30 MINUTES D'ACTIVITÉ PAR JOUR EN PRIMAIRE : LUBIE OU RÉALITÉ ?

Moins d'un an avant le début des JOP, le gouvernement promet 30 minutes d'activité par jour en primaire dans toutes les écoles, une mesure qui, dans les faits, n'est pas applicable. Entretien.

30 minutes par jour d'activité physique dans les écoles primaires françaises, en plus des 3 heures par semaine d'Éducation Physique et Sportive prévues ? Dans les faits cette mesure n'est pas applicable. C'est ce dont témoigne Leila, originaire de Vitry-sur-Seine, étudiante en première année de Master « MEEF » (Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation).

« Des cours qui passent à la trappe »

Leila, qui a effectué plusieurs stages en école maternelle et en école élémentaire durant les deux dernières années, raconte qu'elle a pu observer et entendre les problèmes qu'ont les professeurs des écoles concernant la pratique du sport. Selon elle « [l]es professeurs ont déjà du mal à assurer les cours de français et de maths, ils ne peuvent pas faire plus de sport ». Il y a une impossibilité de conjuguer dans

l'emploi du temps pratique sportive et certaines matières créatives comme l'art plastique, la musique et le sport qui passeront selon Leila « après les cours » avec la nouvelle mesure gouvernementale.

« Donc ils font l'impasse sur des matières créatives comme l'art plastique, la musique et le sport ». Ajouter 30 minutes en plus par jour semble déconnecté de la réalité de l'enseignement à la maternelle et en primaire.

« La récréation fait parfois office d'EPS »

Outre le manque de temps, il existe un problème de considération, nous explique-t-elle. Aussi bien en maternelle qu'en élémentaire, « la récréation fait parfois office d'EPS », et les cours d'éducation physique ne sont pas assurés car certain-es enseignant-es considèrent que les enfants se sont déjà dépensés du-rant la récréation.

D'autres ne considèrent pas l'EPS comme importante et assurent le cours uniquement lorsqu'il fait beau temps, mettant en exergue le fait que toutes les écoles ne sont pas adaptées à la mesure proposée en termes d'infrastructures. Certain-es agissent de cette manière aussi car ils ne se sentent pas légitimes à assurer un cours de sport à des enfants et ne voient donc le sport que sous le prisme de « se dépenser ». Ces éléments mettent en évidence les problèmes de formation qui peuvent entraîner cette illégitimité.

Un dispositif inutile ?

En fin de compte, si le programme des 30 minutes d'activité physique par jour peut être un pas dans la bonne direction, il est crucial d'aborder ces défis sous-jacents pour véritablement stimuler l'intérêt des enfants pour le sport et favoriser une culture sportive dynamique au sein des écoles en France. ■ Par **Nassim DJAROUANE**

PROCHAIN ARRÊT : LES JOP PARIS 2024

Les JOP sont une source d'inquiétude pour les usagères et usagers du RER B, qui font part de leurs doutes concernant son adaptation durant la compétition olympique, alors qu'elle n'atteint déjà pas les 90% de ponctualité depuis 2019 d'après les derniers chiffres de la SNCF.

Tous les prénoms ont été modifiés afin de garantir l'anonymat.

REPORTAGE

Des voyageurs et voyageuses abandonnés-es

Le 17 avril 2023 à 21h12, je rencontre Isabelle, 25 ans, étudiante en Île-de-France. Elle est sur le quai du RER B à Châtelet-les-Halles en direction de Mitry-Claye. Elle m'explique qu'elle ne sait pas si son train va arriver avec une ou dix minutes de retard.

21h28. Nous sommes toujours en train de discuter. « Un jour parmi tant d'autres » ironise-t-elle. Isabelle ne cache pas qu'elle n'est pas très enchantée de l'arrivée des JOP. Elle ajoute que sur le RER B la situation ne s'améliore pas, en particulier sur la branche Nord. Elle continue : « combien de fois je suis arrivée au Vert-Galant et j'ai vu que mon train était supprimé ». Elle termine en expliquant que « [...] la situation est déjà infernale, alors je ne veux même pas l'imaginer avec un événement de cette ampleur ».

Ce constat est partagé par plusieurs autres personnes. « Deux trains sur trois vont vers l'aéroport [...] les voyageurs de la branche Mitry-Claye se sentent abandonnés » selon Roger, 44 ans, salarié pour une grande entreprise française.

« Une communication à double vitesse »

Face à ces dysfonctionnements, la communication des opérateurs s'adapte, et passe aujourd'hui beaucoup par Twitter pour communiquer les informations en direct aux usagers et usagères. Le compte Twitter du RER B a ainsi pour but de permettre de suivre « [...] le trafic en temps réel, les coulisses » comme indiqué dans la biographie du compte.

Certain-es twittos dénoncent cependant une communication qu'ils et elles jugent à double vitesse. « [...] Assez étonnant que vous soyez très précise avec certains interlocuteurs » répond un twittos au compte

officiel Twitter du RER B. Le 26 avril 2023, à 8h12, le même internaute écrit « [a]vec d'autres « irritants », on attends toujours les réponses [à nos tweets] ». Des usagères et usagers expliquent que la communication du RER B est différente de celle des autres lignes du RER. « Je suis le RER B sur Twitter, mais j'apprend plus sur le RER B via le compte du RER D » s'exprime Anas, 19 ans, étudiant. Il ajoute que « [c]ertains comptes Twitter rendent compte de l'état du trafic en temps réel. Un peu comme des journalistes sur le terrain quoi », en esquissant un rire.

« Les Community Managers ne répondent pas aux questions et se contentent de donner des explications vagues qui parfois ne sont même pas comprises par ceux qui travaillent chez la RATP et SNCF. »

Bryan, un homme de 28 ans, en recherche d'emploi, explique lui que la communication est bridée et qu'elle ne reflète pas la réalité. Il affirme que « [...] certaines perturbations ne sont pas mentionnées sur les canaux officiels [compte Twitter et blog] mais elles sont mentionnées sur des sites tiers comme monrer.fr par exemple ». Il poursuit en expliquant que « les CM [Community Manager] ne répondent pas aux questions et se contentent de donner des explications vagues qui parfois ne sont même pas comprises par ceux qui travaillent chez la RATP et SNCF ».

Un matériel vétuste

À ces problèmes s'ajoutent la vétusté du matériel. C'est ce que pointe Zeynep, 36 ans, comptable dans une start-up. Pour elle, « le matériel, bien qu'il soit rénové au compte-

goutte, n'est pas du tout confortable, encore moins en été. J'ai déjà laissé passer un train car je savais qu'il n'avait pas de climatisation. Je ne voulais pas créer un malaise voyageur et perturber le trafic ».

Si des efforts de rénovation des trains sont effectués, les conditions de leur rénovation posent en effet question... Rénovés par ALSTOM, les livraisons prennent du retard, alors même que ni la vidéo-surveillance, ni la ventilation réfrigérée ne sont proposées systématiquement sur les nouvelles rames, afin d'accélérer leur mise en service.

Zeynep ajoute que « les rames rénovées ne le sont pas réellement. C'est un coup de peinture et pas une rénovation en profondeur. [...] Ces rénovations ne visent pas à améliorer la fiabilité. » Anas dresse le même constat : « certaines rames ont été conçues dans les années 80 et sont toujours en circulation ».

Problèmes de retards, de communication et de vétusté du matériel sont donc au centre des préoccupations des usagers et usagères du RER B. Une aggravation des conditions de voyage au quotidien se profile à l'horizon de ces JOP.

La question reste en suspens : les transports en commun vont-ils affecter le bon fonctionnement de cet événement d'envergure internationale ? Réponse l'année prochaine. ■ Par Fatih YILDIZ



LE SPORT CONTRE LA CULTURE ?

L'été français est habituellement rythmé par des propositions culturelles en tous genres. Ces manifestations sont le symbole d'une culture festive, généreuse et dynamique. L'été 2024 sera différent.

Avec l'arrivée des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris, c'est tout l'agenda culturel festivalier de la saison qui est menacé directement. Raisons de sécurité, gestion des publics, multiplication d'événements... Face à l'imposition de contraintes en lien direct avec ce rassemblement sportif exceptionnel, les professionnel·les du spectacle vivant se posent la question : comment exister face à un été uniquement consacré au sport ?

Le sport olympique : une pratique culturelle pas comme les autres ?

Il est généralement admis que la pratique ou le soutien d'un sport est un fait culturel : de par ses valeurs qui suggèrent le respect, l'admiration, le dépassement de soi et l'engagement, l'accès aux pratiques sportives s'assimile à l'accès culturel. Ces valeurs rappellent d'ailleurs celles des Jeux Olympiques et Paralympiques : l'amitié, le respect et l'excellence.

En tant qu'hôte d'une manifestation internationale, le pays est exposé sur le monde. Cette vitrine exceptionnelle pourrait être un enjeu culturel mais le Comité Olympique et le gouvernement français se concentrent davantage sur les opportunités politiques et économiques de l'évé-

nement. Lors d'une audition au Sénat le 25 octobre 2022, le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin, a indiqué que les événements culturels regroupant 100 000 personnes sur la période de juillet à septembre 2024 devraient être annulés, avancés, ou reportés. La principale justification est le réquisitionnement massif des agent·es de sécurité pour assurer la protection des manifestations sportives et l'accueil du public dans les tribunes.

Une nouvelle bataille pour un secteur non essentiel ?

Après avoir connu bien des difficultés liées aux états d'urgence décrétés à la suite des attentats de 2015, à la crise sanitaire du Covid-19 et aux confinements, ce sont donc maintenant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 qui menacent le maintien de l'agenda culturel estival.

Alors que le ministre de la Culture, Rima Abdul Malak, se félicite et décrète, dans un communiqué, avoir fait le nécessaire pour « concilier les besoins des Jeux avec les événements estivaux », les représentant·es des 172 festivals d'été en France ont déploré un manque considérable d'anticipation et de concertation.

La culture face au sport : de nouveaux ajustements pour un secteur malmené

Pour faire face à ce chevauchement et assurer la tenue des festivals estivaux en 2024, les organisateurs et organisatrices ont été reçu·es au ministère de la Culture le 2 novembre 2022 et le 3 janvier 2023. Ces deux réunions ont permis aux programmations culturelles de province de trouver des compromis.

Le festival In et Off d'Avignon 2024, Les Vieilles Charrues (Finistère), Le Bon Air (Marseille) sont avancés avant l'ouverture des JOP. Les festivals franciliens comme Solidays ou We Love Green sont quant à eux maintenus au cours du mois de juin 2024. En Île-de-France, le Lollapalooza, prévu fin juillet, et Rock en Seine, habituellement programmé fin août, sont encore en pourparlers. Le travail se poursuit pour tenter de trouver des solutions adaptées et éviter leur annulation.

Ces ajustements de dernière minute rassurent les organisateur·trices et les festivalier·ères mais cette fois encore, l'intérêt porté aux événements culturels est moindre. Le monde de la culture critique vivement sa place dans l'espace public français. ■ Par Fiona DELISLE

■ BILLET D'HUMEUR

L'INDÉCENCE : QUAND LES JOP PASSENT AVANT LES ÉTUDIANT·ES

« Nous vous informons que le Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques nous demande de mettre à sa disposition la résidence Crous où vous êtes actuellement logé pendant les mois de juillet et août 2024 pour l'accueil des partenaires et volontaires mobilisés pour l'événement ».

C'est par ces quelques mots que, dans un mail lapidaire, des étudiant·es ont appris la prochaine mise à disposition, si ce n'est leur expulsion pour le dire directement, des logements CROUS dans lesquels ils et elles vivent en région parisienne.

Affligeant. Indécent. Indigne. Un grand

nombre d'étudiant·es déclarent, lors du premier confinement « ne pas toujours manger à leur faim », tout comme les 46 % de celles et ceux touché·es par la précarité qui présentaient des signes de détresse psychologique depuis le début d'une crise sanitaire particulièrement longue et éprouvante... L'expulsion des étudiant·es par le CROUS, qui seront relogé·es selon l'organisme, sans que l'on sache où, quand, ni comment fait donc tache dans ce contexte de précarité étudiante généralisée. Le conseil des œuvres agit comme si tout le monde possédait la même chance, celle d'avoir une famille ou des proches étant en capacité d'accueillir un·e étu-

diant·e délogé·e durant l'été...

Le CROUS se défend dans un tweet en déclarant que « [e]n l'absence de cours, l'été correspond à une période durant laquelle de nombreux logements publics gérés par les Crous ne sont pas occupés ».

Que faut-il comprendre ? Que l'on considère que les étudiant·es précaires et logé·es en résidence universitaire peuvent se permettre de partir en vacances (quelle fantaisie...)?

Comme le disait Denis Guedj, « l'égalité des chances, c'est pour ceux qui ont de la chance »... ■ Par Baptiste POIROT



Unsplash - Libre de droit.

LES JOP PARIS 2024 EN LIGNE DE MIRE : ENTRE OPPOSITION ET INDIFFÉRENCE

Le compte à rebours pour les JOP a commencé. Mais les oppositions se font déjà ressentir, et certain-es semblent bien immunisé-es à la fièvre olympique. Selon un sondage d'OpinionWay¹ publié dans le journal Ouest France pour le Parisien, 47 % des Français-es sont indifférent-es aux JOP. Malgré sa notoriété, l'événement divise les citoyen-nés.

¹ JO de Paris 2024. 47 % des Français se disent « indifférents » à l'évènement, selon un sondage », 2022

Un évènement si peu populaire...

Bien avant l'évènement, les médias français se sont emparés de l'annonce des JOP de Paris 2024. Depuis septembre 2022, sa promotion sur les ondes nationales et internationales ne faiblit pas. Pour certain-es, le ressenti d'une exclusion sociale est fort. Damien, 35 ans, commercial et Maria, 57 ans retraitée, disent ne pas « suivre du tout les actualités sportives », en raison d'un profond désintérêt pour les Jeux. En cause : le coût élevé de la participation à l'évènement comprenant le déplacement des visiteurs et des visiteuses ainsi que le billet « non abordable pour un accès au sport ». Il y a également l'inconvénient de sports représentés, qui n'est pas au goût de toutes et tous, certain-es spectateur-rices souhaiteraient voir « les sports se diversifier » nous dit Maria en pensant aux personnes en situation de handicap.

Selon les personnes interrogées, les Jeux Olympiques et Paralympiques devraient être plus populaires en étant accessibles et se tenir autre part que dans une ville encombrée telle que la capitale. Certain-es Français-es sont même fortement opposé-es à l'organisation de l'évènement sur le territoire français. « Je ne souhaite pas qu'il soit attractif » dit Damien, liée à son désintérêt principal pour le sport et les aspects polémiques du projet. Il ajoute qu'« il serait préférable de ne pas le faire en France du tout ».

La planète et le portefeuille

Plus de 6 milliards d'euros, c'est l'estimation des dépenses nécessaires à la mise

en place de l'évènement. Ce coût élevé ne représente qu'une partie de l'impact économique qui aura des répercussions au niveau environnemental. Si l'on prend en compte les bruits et nuisances sonores, l'utilisation excessive des transports en communs et de l'utilisation de la voiture, ces pratiques vont engendrer une « pollution invivable » selon Alexandra, 29 ans. Selon cette consultante dans le médico-social, l'impact environnemental peut être moindre si l'on prend en compte « les infrastructures existantes, quitte à limiter le nombre de places et ne pas créer d'autres infrastructures pour limiter l'impact environnemental ».

Le tourisme va certes permettre un accroissement économique, mais restera amplement insuffisant pour rétablir les dépenses faites. Ces dépenses, selon Damien, « témoignent d'un coût pharaonique pour les finances publiques, un renchérissement du coût de la vie et du logement [...] loin des besoins quotidiens des habitant-es ». La participation aux JO pour un-e Français-e lui coûte beaucoup, entre sa tranquillité et l'argent dépensé, pour un « plaisir sportif éphémère » que l'on peut « regarder à la télévision ».

« Non aux JO Paris 2024 » : une organisation anti-olympique

Ces désintérets et ces critiques trouvent même un prolongement dans la création d'une organisation qui s'oppose ouvertement aux JOP, avec l'existence du mouvement « Non aux JO Paris 2024 ». Il existe depuis 2015 et organise des manifestations avec un message clair : « nous, on a hâte de rapporter la torche antiolympique à Paris

», nous indique un des membres du mouvement sur Twitter. Elles et ils défendent les conséquences nocives des Jeux : la dégradation de l'environnement, le déplacement massif de personnes et la violation des droits individuels occasionnés par l'exploitation des personnes mobilisées. Militant-es, ils et elles se battent aussi pour reconnaître les « besoins réels » des habitant-es des villes qui accueillent les JOP, et s'opposent à l'attention accordée aux « intérêts spéculatifs de l'élite financière mondiale ». Alexandra partage cet avis et dénonce ces mêmes inconvénients pour les habitant-es, elle pense même que « l'argent devrait être mis ailleurs ».

On peut retrouver les avancées du mouvement sur Twitter avec un compte actif qui compte 368 abonnements et sur Facebook avec 1700 followers. Une pétition a déjà été lancée contre la candidature des JOP à Paris et détient à ce jour 32 505 signatures. Elle témoigne de l'opposition grandissante de la population envers cet évènement et de leurs préoccupations quant à ses conséquences sociales et environnementales. ■ Par Anaïs DE ABREU



PARIS 2024 : LA MALTRAITANCE AU COEUR DES PRÉOCCUPATIONS DANS LE MILIEU ÉQUESTRE

À l'approche des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, la condition animale dans le milieu équestre soulève de nombreuses questions. En 2020, des actes de maltraitance avaient eu lieu durant une épreuve de saut d'obstacle et depuis quelque temps, la polémique refait surface. En réponse, les JOP et son Comité International Olympique se mobilisent pour s'assurer du bien-être animal avant, pendant et après les épreuves.

Selon l'Institut National de la Recherche Agronomique, la maltraitance animale se caractérise autant par « des violences physiques (coups, blessures etc.) que par des situations de privation (privation de nourriture, d'eau notamment) ou de négligence (absence d'entretien et de soins) préjudiciables à l'animal. » Depuis l'incident de Tokyo en 2020, de nombreux cavaliers et cavalières mais aussi des profanes se sont exprimés sur les réseaux sociaux au sujet de la maltraitance équine. En 2023, plusieurs questions se posent encore : les chevaux aiment-ils vraiment être montés ? Est-ce que monter à cheval relève de la maltraitance ? Dans quelles conditions les chevaux sont-ils pendant les JO ? Que peut-on considérer comme de la maltraitance équine ?

L'équitation, quels effets sur l'animal ?

Selon La vérité sur l'équilibre de Dominique Ollivier, cavalier et enseignant chercheur, « tant que le cheval travaille en champ détendu, il va éprouver du plaisir à se mouvoir. [...] Le cheval ressent un véritable "plaisir fonctionnel" »¹. Le cheval prend donc du plaisir à être sollicité car il en a besoin pour rester tonique et ressentir du bien-être. On pourrait comparer cela à du yoga ou du fitness. Cependant, ce n'est effectif que si le sportif ou la sportive équestre est détendu-e et bienveillant-e. Ce que le cavalier et cavalière ressent, le cheval le ressent également. Alors que considère-t-on comme de la maltraitance ? La maltraitance passe par l'exigence du cavalier ou de la cavalière et une utilisation inappropriée du matériel : la cravache pour porter des coups, les éperons pour abîmer les flancs de l'animal, le mord et

¹ La Vérité sur l'équilibre, Belin, 1999



les rennes pour abîmer la bouche du cheval, tout cela lui cause un grand inconfort. À cause de cela, le cheval associera la monte à l'angoisse et à la douleur.

La maltraitance est formellement interdite par le CIO.

La maltraitance au coeur des préoccupations pour les JOP 2024

Les sportifs-ives équestres des Jeux Olympiques et Paralympiques sont des professionnels passionnés par l'équitation et sensibilisés à la maltraitance. Pourtant, pendant les JO 2020 de Tokyo, la pentathlonienne Annika Schlegel avait fait polémique après avoir été violente envers son cheval lorsqu'il a refusé de sauter lors de l'épreuve de saut d'obstacle. La maltraitance est évidemment formellement interdite et très surveillée par le Comité International Olympique. À la suite de cet incident, le groupe d'études « Condition

animale » du CIO s'est penché davantage sur la condition équine afin de s'assurer que cela ne se reproduise pas. De l'harnachement, aux aires de détentes, au matériel et à son utilisation, tout a été passé au peigne fin afin d'assurer le bien-être des chevaux. Certaines conditions ont été changées en ce qui concerne les parcours, l'utilisation de la cravache ou des éperons ou encore les conditions d'élimination. Par exemple, la moindre trace de sang sur le cheval entraînera une élimination catégorique, l'utilisation de la cravache sera limitée à une fois par épreuve et les chevaux devront être dans des boxes de minimum 4 mètres de côté. Du côté du Comité, tout est mis en œuvre pour que les épreuves soient aussi agréables à vivre pour l'animal et sa cavalière qu'à regarder pour les spectateurs.

En ce qui concerne l'épreuve de pentathlon, ne sera attribué-e qu'un-e seul-e cavalier ou cavalière par cheval avec un tirage au sort effectué 24h à l'avance, contre 20 minutes habituellement, pour permettre aux cavaliers et cavalières de faire connaissance avec leur cheval.

Le groupe d'études précise cependant dans son rapport que « ces recommandations paraîtront probablement excessives à certains professionnels et insuffisantes aux yeux de certains animalistes. Cela signifie sans doute que le curseur est bien placé [...] sous le signe du bien-être des chevaux. »

■ Par Charlotte GUIDOUX VAREILHES

FAIRE RECONNAÎTRE LA BOXE SAVATE AU CIO

ENTRETIEN

Membre du comité directeur de la Fédération Française de Boxe Savate, puis Vice-Président de la Fédération Française et président de la Fédération Internationale de boxe-française Savate (aujourd'hui vice-président), depuis plus de 40 ans Gilles LE DUIGOU est un véritable passionné qui se bat pour la reconnaissance de son sport partout dans le monde.



Championnat du monde de boxe française Savate, Croatie 2018.

Pouvez-vous nous expliquer ce qu'est une fédération sportive ?

Une fédération sportive est un organisme qui assure la promotion de la pratique de sa discipline, quel que soit le sport. Les fédérations dites de sport associent la pratique de « loisir » pour le plus grand nombre, et une pratique dite de « haut niveau » pour l'élite sportive. Dans le cas de la fédération sportive que je représente, la boxe-française Savate, nous avons la reconnaissance « haut niveau » par le Ministère des sports, ce qui nous permet de faire des regroupements de préparation aux championnats du monde financé par l'État. En France une fédération sportive est régie par la loi de 1901, au même titre que n'importe quelle association avec des spécificités propres aux fédérations sportives. Notre fédération nationale et internationale représente la boxe-française Savate et ses licenciés en France et dans le monde.

Pour vous, dirigeant d'une fédération sportive nationale et internationale, les Jeux Olympique et Paralympiques c'est quoi ?

Les Jeux Olympiques sont une compétition de reconnaissance internationale de premier plan. Lorsqu'un sport entre aux Jeux Olympiques c'est qu'il a été reconnu comme discipline sportive par le CIO (Comité International Olympique), puis accepté en tant que discipline aux Jeux. Mon travail à la fédération nationale et internationale de boxe-française Savate est de faire reconnaître notre discipline par le CIO afin d'espérer un jour faire participer nos athlètes aux JO. Les Jeux Olympiques de Paris 2024 comptent trois nouvelles disciplines : le surf, l'escalade et le skateboard.

Comment une fédération se fait-elle reconnaître par le CIO ?

Le CIO ne reconnaît pas les sports, il ne reconnaît que des fédérations internationales. Tout le monde pense le contraire. Pour certains sports il peut exister plusieurs fédérations internationales, et lorsqu'une fédération est reconnue par le CIO, il est impossible pour une autre fédération pratiquant le même sport (portant le même nom) de se faire également reconnaître, et ce même si cette fédération a plus de licenciés dans le monde. Aux États-Unis, par exemple, deux fédérations nationales de Cheerleading sont en concurrence. On pourrait penser que c'est la plus « grosse » fédération qui a su se faire reconnaître par le CIO ; mais non ! C'est celle qui a déposé son dossier de candidature au bon moment qui l'a emporté, et ce n'est pas forcément la plus reconnue par les sportifs ou même par le public.

Qu'y a-t-il dans ce dossier de candidature ?

Le dossier de candidature regroupe plusieurs éléments importants comme l'histoire et la culture du sport, le nombre de fédérations nationales reconnues par leur comité olympique national, dans le monde, le nombre de pratiquants (licenciés) dans le monde et enfin la réponse au besoin du moment en terme de mixité (homme/femme), de handicap et d'inclusion, qui n'existaient pas il y a 30 ans. Pour être reconnue par le CIO, une fédération sportive doit remplir tous ces critères. Des critères qui peuvent d'ailleurs évoluer ou changer avec le temps.

S'il y a si peu de places pour de nouveaux sports, les JOP reflètent-ils encore la pratique sportive dans le monde ?

Alors on peut se poser la question : comment répondra le CIO à toutes ces nouvelles candidatures afin de garder son statut d'organisation institutionnelle sportive reconnue par le monde entier ?

« Il y aura peut-être prochainement des Jeux Olympique des Sports de Combat »

Il y a les JO d'été, les JO d'hivers et les JO handisport ; en ce qui concerne les sports de combat dont fait partie la boxe-française Savate, le problème est la concurrence de toutes les disciplines venant de l'Orient et se servant de la reconnaissance de leurs sports par l'émergence de la reconnaissance géopolitique de leur pays d'origine (Chine pour le wushu et le kung-fu, Japon pour le karaté et le sumo, Philippines pour le kali, Russie pour le sambo, etc.). Par ce fait émerge une nouvelle problématique : reconnaître toutes les fédérations sportive et satisfaire les pays, sans envahir les JO de sports de combat liés à toutes les différences culturelles et territoriales. C'est pourquoi les JO se sont diversifiés en trois grands groupes : les JO d'été, d'hivers et les JO handisport afin de permettre une meilleure répartition des compétitions par discipline. Il y aura peut-être prochainement des Jeux Olympique des Sports de Combat puisque le CIO supervise aujourd'hui une compétition de référence mondiale des sports de combat, les World Combat Games, dont la prochaine aura lieu à Ryad en Arabie Saoudite en Octobre 2023 et qui regroupe 16 sports de combat de référence, dont certains déjà aux JO (judo, lutte et boxe anglaise) et surtout notre sport : la Boxe-Française Savate, car nous sommes membres de AIMS. ■ Par Karine LE DUIGOU

DOIT-ON SUPPRIMER LE FOOTBALL DES JOP ?

Le football est le sport le plus populaire au monde avec 265 millions de joueurs et joueuses licencié·es selon la FIFA. Il n'est donc pas surprenant qu'il ait intégré les Jeux Olympiques et Paralympiques dès les débuts de cet événement en 1900. On pourrait cependant se demander si la place du football masculin aux JOP est légitime ou si celle-ci ne devrait pas évoluer afin d'être plus crédible, attractive et inclusive et bénéficier d'une meilleure exposition lors des Jeux.

L'histoire du football aux JOP : de l'amateurisme au professionnalisme des joueurs.

Le format du tournoi de football a subi plusieurs modifications au fil des années. Jusqu'en 1984, les équipes olympiques étaient composées de joueurs amateurs, mais depuis, l'évolution et la popularité du football ont conduit à la participation de joueurs professionnels. Cependant, des restrictions d'âge ont été mises en place pour garantir une certaine équité entre les équipes.

Depuis 1992, les équipes olympiques masculines sont composées de joueurs de moins de 23 ans avec la possibilité d'inscrire jusqu'à trois joueurs plus âgés depuis l'autorisation de la FIFA en 1996. C'est une compétition qui permet la mise en avant de jeunes prospects qui découvrent leur première compétition internationale pour la plupart dans le cadre des Jeux. Cela n'affecte pas le niveau du tournoi, les jeunes joueurs étant de plus en plus performants comme le montre l'équipe d'Espagne lors des JOP 2021 à Tokyo, qui comprend 6 joueurs ayant participé à l'Euro.

Le football féminin a pour sa part été ajouté beaucoup plus tard, lors des Jeux Olympiques de 1996 à Atlanta. Contrairement à leurs acolytes masculins, les footballeuses qui participent au tournoi sont généralement des joueuses aguerries.

Le football en tant que sport olympique en débat

La participation des joueurs professionnels revient fréquemment dans les débats. Pour certain·es, cela crée une compétition de haut niveau, éloignant l'événement de sa mission de promotion du sport amateur. D'après **Alioune Boulangé**, gardien de but amateur de l'US Lusitanos Saint-Maur en

quatrième division française, « [l]es JO doivent être un tremplin pour les joueurs amateurs afin de montrer qu'ils ont également leur mot à dire face au football professionnel qui ne leur laisse pas beaucoup de place pour s'exprimer ». Quant à la question de l'inclusion des joueurs professionnels, le saint-maurien ne comprend pas « pourquoi les footballeurs amateurs ne pourraient pas représenter leur pays ». Il s'appuie sur le fait que les joueurs professionnels comme K. Mbappé, A. Tchouameni ou O. Giroud participent déjà à des compétitions internationales avec l'équipe de France.

De plus, contrairement aux compétitions majeures comme la Coupe du Monde ou le Championnat d'Europe, les Jeux Olympiques et Paralympiques ne sont pas considérés comme une compétition de premier plan par la FIFA. Par conséquent, les clubs de football ne sont pas obligés de libérer leurs joueurs pour participer aux JOP. Cela pose un défi de taille pour les équipes nationales qui cherchent à aligner leurs meilleurs joueurs lors de la compétition. Elles doivent souvent se passer de certaines de leurs « stars » qui sont retenues par leurs clubs.

Selon **Mohamed Abdel Ghany**, community manager du compte twitter d'Onze Masr, un pure player spécialisé dans le football égyptien et chroniqueur de la web radio Arts Mada, le fait que la FIFA n'oblige pas les clubs à laisser leurs joueurs aux sélections olympiques favorise le manque d'attractivité du tournoi : « [e]n ne retenant pas la compétition dans l'agenda, la FIFA donne peu d'importance aux JO ».

Il explique ses propos en comparant les audiences de la Coupe du Monde et des JOP, « peu de Français ont regardé l'équipe de France U23 aux JO 2021. En parallèle, il y avait 9 millions de téléspectateurs lors

du France-Tunisie de la dernière coupe du monde ».

Il continue en comparant les moments marquants : « personne ne va se rappeler de la finale des derniers JO entre l'Espagne et le Brésil, mais tout le monde va se rappeler du France-Argentine ».

Un tournoi à réformer ou à supprimer

Il est clair que le système actuellement mis en place par le CIO ne met pas en valeur le tournoi de football masculin au sein des Jeux Olympiques et Paralympiques, celui-ci ne souhaitant pas que les footballeurs ne masquent les stars olympiques de sports moins populaires. Le tournoi de football se retrouve alors sans grande visibilité.

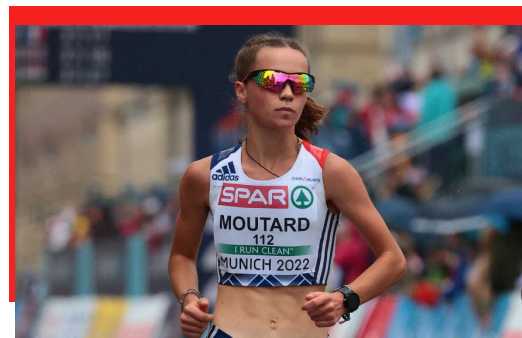
Le football gagnerait en crédibilité dans deux cas, l'un étant aux antipodes de l'autre. Dans le premier, on laisserait jouer les équipes nationales sans restriction d'âge, tout en prenant en charge les conséquences catastrophiques que cela impliquerait sur la santé des joueurs déjà usés par leur nombre de matchs disputés au cours de la saison. Dans l'autre, on ouvrirait les portes de cette compétition au football amateur et on laisserait des sportifs moins aguerris s'exprimer.

Dans cette logique, on reviendrait donc à un format amateur qui permettrait de correspondre davantage à l'image que veut véhiculer le sport olympique. Sinon, la meilleure solution serait de supprimer la compétition, la simple inclusion du football n'étant pas suffisante pour satisfaire des fans toujours plus exigeant·es. Le Comité Olympique se retrouve donc face à un choix. Entre amateurisme et professionnalisme, il faut choisir... **■ Par Yazid TOUABI**

TOP 5 AUX JEUX DE PARIS : VÉRITABLE OBJECTIF OU UTOPIE POLITIQUE ?

TÉMOIGNAGE DE CAMILLE MOUTARD,
INTERNATIONALE FRANÇAISE EN MARCHE ATHLÉTIQUE

Le 13 septembre 2021, Emmanuel Macron annonce un objectif ambitieux pour les Jeux de Paris : atteindre le top 5 des pays au nombre de médailles. À un an et demi de l'échéance, comment la vie des sportives et des sportifs a-t-elle changé pour atteindre cet objectif ?



Camille Moutard aux championnats d'Europe d'athlétisme à Munich en 2022
MAXPPP /STADION-ACTU®

En route vers le Top 5 ?

Fabien Canu, directeur général de l'Institut National du Sport, de l'Expertise et de la Performance (INSEP), assurait à l'antenne d'Europe 1 le 10 mars dernier qu'« [o]n est sincèrement en mesure d'atteindre cette cinquième place ». Déclaration qu'il justifiait par les résultats des derniers championnats internationaux de judo, de cyclisme ou encore d'escrime. Il appuie également ses dires sur la mise en place de l'Agence Nationale du Sport en avril 2019 soit un an avant l'édition de Tokyo, et cinq ans avant celle de Paris.

Si Fabien Canu évoque la possibilité pour la France d'atteindre ce top 5, et par conséquent les 80 médailles dont 20 d'or, il se base principalement sur les résultats et les données des sportives et sportifs résident-es à l'INSEP. Or, tou-te-s les athlètes français-es visant les JOP ne sont pas à l'INSEP, et requièrent également des besoins-propres à leur lieu d'exercice ou à leur discipline. Il s'agirait donc de savoir si les athlètes, hors INSEP, sont également prêt-es à relever le défi du Président de la République...

ENTRETIEN

Camille Moutard, athlète internationale

Pour The Loop, Camille Moutard, athlète de 21 ans spécialiste en marche athlétique et originaire de Beaune en Côte-d'Or, a répondu à nos questions sur ses conditions de vie en tant que sportive de haut niveau visant les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. Elle est plusieurs fois championne de France et détentrice du record de France U23 du 20km marche. D'un rêve à un véritable objectif, Camille prépare désormais l'année 2024 avec en ligne de mire, les JOP.

The Loop : Quel statut possède-tu pour le ministère des sports, l'Agence Nationale du Sport et la Fédération française d'athlétisme ?

Camille Moutard : Je suis sur liste ministérielle relève, qui me donne donc des avantages pour l'aménagement des études par exemple. Auprès de la Fédération, j'ai un contrat de performance, me permettant d'avoir une aide financière tous les mois, mais surtout d'avoir des fiches de salaires afin de cotiser.

TL : Quelles subventions as-tu de ces institutions ?

CM : À côté de mon contrat, j'ai une aide personnelle annuelle de 1000€, qui est destinée au paiement de matériel et des stages. Cette aide peut aller de 1000€ à 5000€, mais les modalités d'attribution ne

sont pas réellement connues des athlètes. Apparemment, elle dépendrait des avis d'imposition, mais on n'a eu aucune explication.

TL : As-tu eu besoin d'avoir des partenaires privés pour subvenir à tous tes besoins ?

CM : Je n'ai pas de partenaires, mais si l'occasion se présente, pourquoi pas.

TL : Quels manques remarque-tu dans ta pratique d'un point de vue accompagnement ? Et qui pourrait potentiellement être comblé par les institutions ?

CM : Ce serait bien si je pouvais voir un kinésithérapeute toutes les semaines. Mais mon kiné est un peu loin, donc je n'y vais qu'une fois par mois. Mes séances ne sont pas prises en charge par une institution.

TL : Que penses-tu de l'objectif du top 5 annoncé par le Président ?

CM : Il veut mettre en avant le fait que les Jeux sont en France et que les Français vont être forts, c'est bien s'il le pense mais c'est trop ambitieux. C'est pas parce que c'est à Paris que les athlètes seront forcément plus performants, car il y a une certaine pression qui s'accompagne aussi d'être devant son public. C'est beaucoup trop ambitieux. C'était une phrase purement choc et politique. **■ Par Sarah ALI**

LA TRISTE RÉALITÉ DERRIÈRE LES PROMESSES D'INCLUSION À L'AUBE DES JOP 2024



À moins de 500 jours du départ officiel, le chantier des Jeux Olympiques et Paralympiques continue d'alimenter les débats. Un des grands enjeux reste celui de l'accessibilité et de la question du handisport. Tandis que la mairie de Paris et le Comité Olympique parlent d'une aubaine pour développer l'inclusion dans la capitale et sur le territoire, la réalité est bien plus contrastée.

Des promesses, des promesses...

L'occasion en or est là, amenée sur un plateau en argent depuis la décision du Comité International Olympique en 2017 à Lima : Paris obtient officiellement l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, cent ans après les avoir accueillis pour la dernière fois. La mairie de Paris, euphorique, annonce dans un communiqué 350 000 visiteurs-euses en situation de handicap et des « Jeux qui permettront de développer l'accessibilité de la capitale et de la pratique parasportive. » Mais si l'on tend le micro aux acteurs et actrices de l'inclusion en France, les inquiétudes sont vives.

« Accessibilité ? Les Jeux Paralympiques vont mettre en exergue notre quotidien, soit un parcours du combattant... »

Des infrastructures en chantier

Avec les JOP, viennent d'abord les projets de construction et de réaménagement de certaines infrastructures. Pourtant, les accompagnant-es et certaines personnes en situation de handicap réagissent

déjà sur l'oiseau bleu : « Accessibilité ? Les Jeux Paralympiques vont mettre en exergue notre quotidien, soit un parcours du combattant... » déclare un internaute en réponse au tweet de la mairie sur l'accessibilité de la capitale pour les personnes en situation de handicap. Pour Camille, stagiaire à l'ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail) du Vélodrome à Roubaix, « [L]e risque est d'avoir des places PMR [Personnes à Mobilité Réduite] parquées aux extrémités, mais pas disponibles dans toutes les catégories de prix ». Des éléments sur lesquels le flou persiste et qui devraient être éclaircis à l'approche de la cérémonie d'ouverture.

Les transports de la discorde

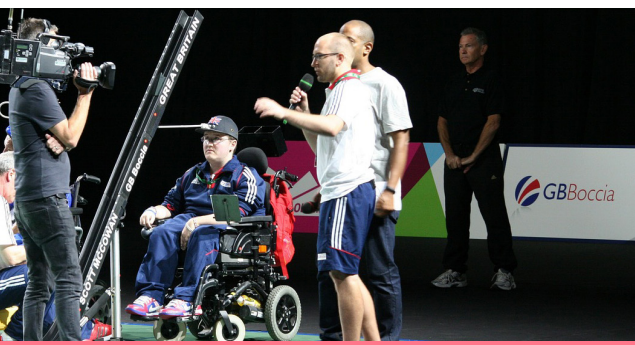
Un point central de l'inclusion dans la capitale française reste celui des transports en commun. Ces chantiers laissent sceptiques un certain nombre de Parisien-nes. Pour Sylvie, salariée de l'association 100 % Handinamique, cela « doit s'élargir à l'ensemble de l'agglomération pour tenir réellement ses promesses », qui poursuit en insistant que « la ville respectera ses engagements à étendre une meilleure accessibilité au-delà des points d'intérêts où se concentrent les événements. »

Des efforts qui finiront par s'es-souffler ?

Il est évident que le contexte est propice aux grandes annonces et aux promesses qui mettent en valeur la capacité de l'hexagone à organiser des événements d'envergure internationale. C'est d'ailleurs la première fois qu'un logo unique sera utilisé pour représenter à la fois les Jeux paralympiques et olympiques. Une nouveauté louable qui entretient l'élan inclusif des JOP. Mais jusqu'à quand tiendra-t-il ? Un logo est-il suffisant ?

Dorénavant, le compte à rebours est lancé. Le dernier virage à la sortie des Jeux Olympiques et Paralympiques risque d'être capital pour maintenir une dynamique positive et réellement développer l'inclusion des personnes en situation de handicap à Paris et partout en France. ■ Par Pierre TEXIER

VISIBILITÉ MÉDIATIQUE DU HANDISPORT : OBJECTIF PARITÉ POUR PARIS 2024



Interview avec Héléna Haverland, chargée de communication externe à la Fédération Française de Handisport.

Alors que la proposition de sport à la télévision a plus que doublé en 10 ans, le handisport peine à intéresser les médias autant que le sport « valide ». Lors des derniers Jeux de Tokyo en 2021, les compétitions valides ont bénéficié de 650 heures de couverture médiatique, tandis que les compétitions handisports n'en ont eu que 100. Même si l'égalité de traitement est encore loin d'être atteinte, une évolution encourageante pour l'avenir se dessine.

ENTRETIEN

Pour rendre compte de cette évolution, nous avons rencontré Héléna Haverland, chargée de communication externe à la Fédération Française Handisport depuis 2018. Étroitement liée au comité d'organisation des Jeux de par son travail, elle est consciente du chemin qu'il reste à parcourir pour obtenir la parité, mais tient néanmoins à mettre en lumière les progrès accomplis depuis ces dernières années.

Le sport est un incontournable du divertissement dans les médias, et en particulier à la télévision. Qu'en est-il du handisport ?

Malgré ce que l'on pense, le handisport est de plus en plus visible à la télé et dans les médias, qu'ils soient papier, audiovisuels ou sur les réseaux sociaux. On est loin d'une part équivalente avec le sport valide, mais il faut quand même saluer les progrès. De plus, les personnes en situation de handicap sont « mieux » mises en avant, j'entends par là une mise en avant non misérabiliste. On veut présenter les sportifs comme des athlètes et pas simplement comme des personnes qui ont un handicap. Être en situation de handicap n'empêche pas de faire de très belles performances, et ça, les médias commencent à le comprendre.

La question de la médiatisation des ath-

lètes paralympiques est-elle selon vous un enjeu central pour les JOP 2024 ?

Oui, je pense que c'est un des enjeux. Faire de la place aux sportifs paralympiques au même titre que ceux olympiques est vraiment crucial. C'est au cœur de l'engagement de Paris 2024. Déjà pour les Jeux de Tokyo, il s'agissait d'une préoccupation importante. À 100 jours des jeux paralympiques de 2021, le comité national olympique et sportif français et le comité paralympique ont annoncé que les équipes de France olympiques et paralympiques allaient désormais s'unir et former une seule et même équipe : l'équipe de France. Depuis ce moment-là, tout un dispositif a été mis en place sur les réseaux sociaux autour de l'équipe de France qui s'appelle équipe FRA. L'idée est maintenant d'avancer autour d'une équipe nationale unifiée, dont on a gommé les différences.

Des mesures ont-elles été prises pour accroître la visibilité des athlètes paralympiques dans les médias en vue de ces Jeux ?

Le comité d'organisation des jeux de 2024 va poursuivre sur cette belle lancée. Il y a déjà beaucoup d'initiatives qui ont été prises comme les shootings communs pour les photos de campagne dans lesquelles les athlètes olympiques et para-

lympiques posent ensemble et sont mis sur un pied d'égalité. L'inclusion est vraiment au cœur des préoccupations de Paris 2024. Au sein du comité d'organisation de Paris 2024, le service intégration paralympique, dont Ludivine Munos (ancienne nageuse handisport multi-médaillée) est à la tête, s'assure que la question du paralympisme ne soit jamais mise de côté. Cela va de la médiatisation jusqu'au pourcentage des rampes qu'on va mettre pour l'accessibilité dans les stades.

Comment garantir une égalité de traitement avec les sportifs valides et ne pas tomber dans le misérabilisme, ni dans l'héroïsme ?

Pour garantir cette égalité de traitement avec les sportifs valides, il faut informer et sensibiliser. Lorsqu'on acculture le grand public, les médias, les institutions, à la question des sports paralympiques, on réduit les risques de misérabilisme ou d'héroïsme. On parle souvent de misérabilisme car les gens ne connaissent pas vraiment le handisport. Lorsque vous conviez les gens sur des compétitions de haut niveau avec des sportifs en situation de handicap, le misérabilisme s'en va parce que on réalise vraiment la performance de l'athlète et finalement le handicap est secondaire. Tout passe par la sensibilisation.

Par Romane DESCOULEURS



FLAVIO DA POZZO, QUAND L'AMBITION D'UN JEUNE FOOTBALLEUR SE TRANSFORME EN DÉFI PARALYMPIQUE

La détermination de Flavio, jeune footballeur amputé, nous emmène dans une quête inspirante aux Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, à rebours des idées préconçues sur le handicap. Interview.

Flavio, jeune homme de 21 ans, incarne à la perfection l'ambition sportive sur les terrains de football. Un incident tragique a bouleversé sa trajectoire de vie et son rêve d'enfant aurait pu voler en éclats en 2019, suite à l'amputation de sa jambe droite. Mais face à ce coup du sort, Flavio refuse de baisser les bras. Il nous a confié les difficultés qu'il rencontre dans sa pratique sportive en raison de son handicap, mais aussi l'incroyable parcours qu'il a entrepris depuis qu'il a dû remiser ses crampons. Son objectif ultime : les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024. Malgré les difficultés, Flavio se bat avec détermination pour surmonter les obstacles et faire de son handicap une force.

Peux-tu te présenter rapidement ?

Je m'appelle Flavio DA POZZO, j'ai 21 ans et je suis actuellement en troisième année de licence STAPS, spécialité entraînement sportif option football. En parallèle de mes études, je poursuis ma formation en passant mon Brevet de Moniteur de Football. Récemment, j'ai fondé mon association, Thought By Flavio DA POZZO (TBF), qui vise à accompagner les jeunes sportifs en situation de handicap dans leur parcours sportif. Tout en m'investissant dans cette initiative, je me prépare activement pour les Jeux Paralympiques 2024 qui se tiendront à Paris. Mes épreuves cibles sont le 100m et le saut en longueur.

Mon parcours a été marqué par un tournant décisif en 2019 lorsque j'ai contracté une septicémie méningococcique. Cette épreuve a entraîné l'amputation de ma jambe, remettant en question mes aspirations de carrière dans le football. Avant cela, j'ai commencé à jouer au football à

l'âge de 8 ans en Guadeloupe, mon lieu de naissance, puis j'ai rejoint le Pôle Espoir Antilles Guyane à l'âge de 13 ans. À 15 ans, j'ai été recruté par l'AS Montferrandaise à Clermont-Ferrand, où j'ai passé deux années enrichissantes. Durant cette période, j'ai également eu l'opportunité de représenter la sélection de Guadeloupe U17. Tout semblait s'aligner pour une carrière professionnelle en Italie, jusqu'à ce que cette maladie se manifeste.

En tant que sportif paralympique, comment s'organisent tes entraînements ?

Ma routine d'entraînement est un élément essentiel de ma vie quotidienne. Pour atteindre mes objectifs ambitieux et me préparer aux Jeux paralympiques de 2024, je consacre énormément de temps et d'efforts à mon programme d'entraînement.

« Mon engagement envers mon entraînement est sans faille. »

Chaque semaine, je m'entraîne sept jours sur sept, sans relâche. C'est une discipline rigoureuse et exigeante, mais je suis prêt à relever le défi. Mes journées commencent souvent tôt, avec des séances d'entraînement en musculation, axées sur le renforcement de mes muscles et l'amélioration de ma puissance. Ces séances ont lieu trois à quatre fois par semaine et sont généralement programmées le matin. Je me concentre sur des exercices spécifiques qui renforcent les parties de mon corps nécessaires à mes épreuves d'athlétisme, comme les jambes, les bras et le

tronc. L'objectif est de développer ma force physique globale, ce qui est crucial pour performer au plus haut niveau dans l'athlétisme.

Cette routine d'entraînement soutenue est un pilier de ma préparation pour les Jeux Paralympiques de 2024. Je suis conscient que chaque jour compte et que chaque entraînement est une occasion de progresser. Je me pousse constamment au-delà de mes limites, cherchant à améliorer mes performances, à perfectionner ma technique et à repousser les barrières de ce que je pensais possible.

Mon engagement envers mon entraînement est sans faille. C'est une discipline qui demande beaucoup de sacrifices, mais je suis prêt à les faire pour atteindre mes objectifs et vivre ma passion à son plein potentiel.

Pour cette nouvelle édition, Paris 2024 offre une occasion unique de rassembler ces deux événements sportifs majeurs en une seule et même célébration. Les athlètes olympiques et paralympiques partageront non seulement la scène mondiale, mais également les installations sportives, les infrastructures et l'esprit de compétition. Ce rapprochement sans précédent ouvre la voie à une nouvelle ère d'inclusion et d'égalité dans le sport.

L'union des Jeux Olympiques et Paralympiques était-elle nécessaire ?

L'union des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 marque une étape cruciale dans la quête de l'égalité et de l'inclusion dans le monde du sport. En

rassemblant les athlètes valides et les athlètes en situation de handicap, ces Jeux unifient deux univers qui, bien que distincts, partagent une passion commune pour l'excellence et la persévérance.

Il est indéniable que les athlètes paralympiques sont des modèles de résilience et d'inspiration. Ils surmontent des défis considérables pour atteindre des performances exceptionnelles dans leurs disciplines respectives. Leur détermination et leur esprit combatif sont une source d'admiration pour tous, qu'ils soient eux-mêmes en situation de handicap ou non.

En ouvrant les Jeux Olympiques et Paralympiques, Paris 2024 envoie un message puissant : nous sommes tous des athlètes, quelles que soient nos différences. Il n'y a pas de hiérarchie entre les performances sportives réalisées par des athlètes valides et celles réalisées par des athlètes en situation de handicap. Ces Jeux offrent une plateforme pour célébrer l'athlétisme dans toute sa diversité et reconnaître le talent, l'effort et le dévouement de tous les athlètes.

Que penses-tu du manque de représentation du handisport dans les médias français?

Il est essentiel de souligner l'importance de la médiatisation et de la visibilité accrue du handisport. En mettant en lumière ces athlètes remarquables, nous contribuons à changer les perceptions sur le handicap et à promouvoir une société plus inclusive. Les exploits sportifs des athlètes handisport sont une source d'inspiration pour tous, montrant que les limites ne sont souvent que des barrières mentales qui peuvent être surmontées avec détermination et persévérance.

Il est encourageant de constater que de plus en plus de tournois internationaux de handisport sont organisés, offrant ainsi une vitrine mondiale pour les talents des athlètes handisport. Cela permet aux spectateurs du monde entier de découvrir et d'apprécier ces disciplines incroyables et les performances des athlètes qui les pratiquent.

En conclusion, bien que la place du handisport dans la société soit encore trop limitée, il est important de reconnaître les progrès réalisés et de continuer à œuvrer pour une plus grande visibilité et une meilleure intégration du handisport, en offrant une plateforme médiatique plus large et en soutenant le développement des disciplines. **■ Par Grace NDAYA**

■ HOROSCOPE / JEUX

BÉLIER

Teddy Riner : Comme dirait la chanteuse Aya Nakamura, attention aux pookies. Vos ami-es seront aussi vos ennemi-es. Ne laissez pas votre vulnérabilité à découvert.

TAUREAU

Tony Estanguet : Les Jeux Olympiques et Paralympiques vous challengent ! N'ayez pas peur de vous confronter à vos détracteur-ices, ils et elles vous permettront de surmonter vos peurs !

GÉMEAUX

Anne Hidalgo : Comme Anne, les Jeux seront pour vous un moment de gloire. Profitez-en pour mettre vos plus belles tenues, les regards seront tournés vers vous. Attention à ne pas vous surmener.

SCORPION

Clarisse Agbegnenou : Vous risquez d'être à terre pour les JOP cependant, c'est au tapis que vous ressortez la plus fort-e ! Montrez vos capacités à vous relever, vous allez en inspirer plus d'un-e !

CAPRICORNE

Victor Wembanyama : Pour se ressourcer, rien de mieux qu'un changement. Comme Victor Wembanyama, prenez un aller sans retour pour les Etats-Unis.

CANCER

Valérie Péresse : Le temps ne sera pas à la fête de votre côté. Vous aurez la sensation que votre entourage ne vous soutient pas face à cette période de surmenage. Des changements sont sûrement à mettre en place pour vous sortir de cette source d'anxiété.

BALANCE

Tony Parker : De signe astrologique Taureau, Tony Parker, se considère balance, comme nous l'indique sa musique "Balance-toi". Faites comme Tony, balancez-vous au rythme de ces festivités et laissez éclore vos envies.

SAGITTAIRE

Kylian Mbappé : Amour, Gloire et Beauté : prenez exemple sur Mbappé. Son humour et sa persévérance l'ont mené loin ! N'hésitez pas à faire rire aux éclats vos interlocuteur-ices avec vos meilleures blagues.

VIERGE

Martin Fourcade : Vous aurez un problème qui vous paraîtra insurmontable. Prenez votre stylo Mont Blanc, un morceau de papier et faites glisser la mine. Un dessin apparaîtra, il vous aidera à trouver la solution.

LION

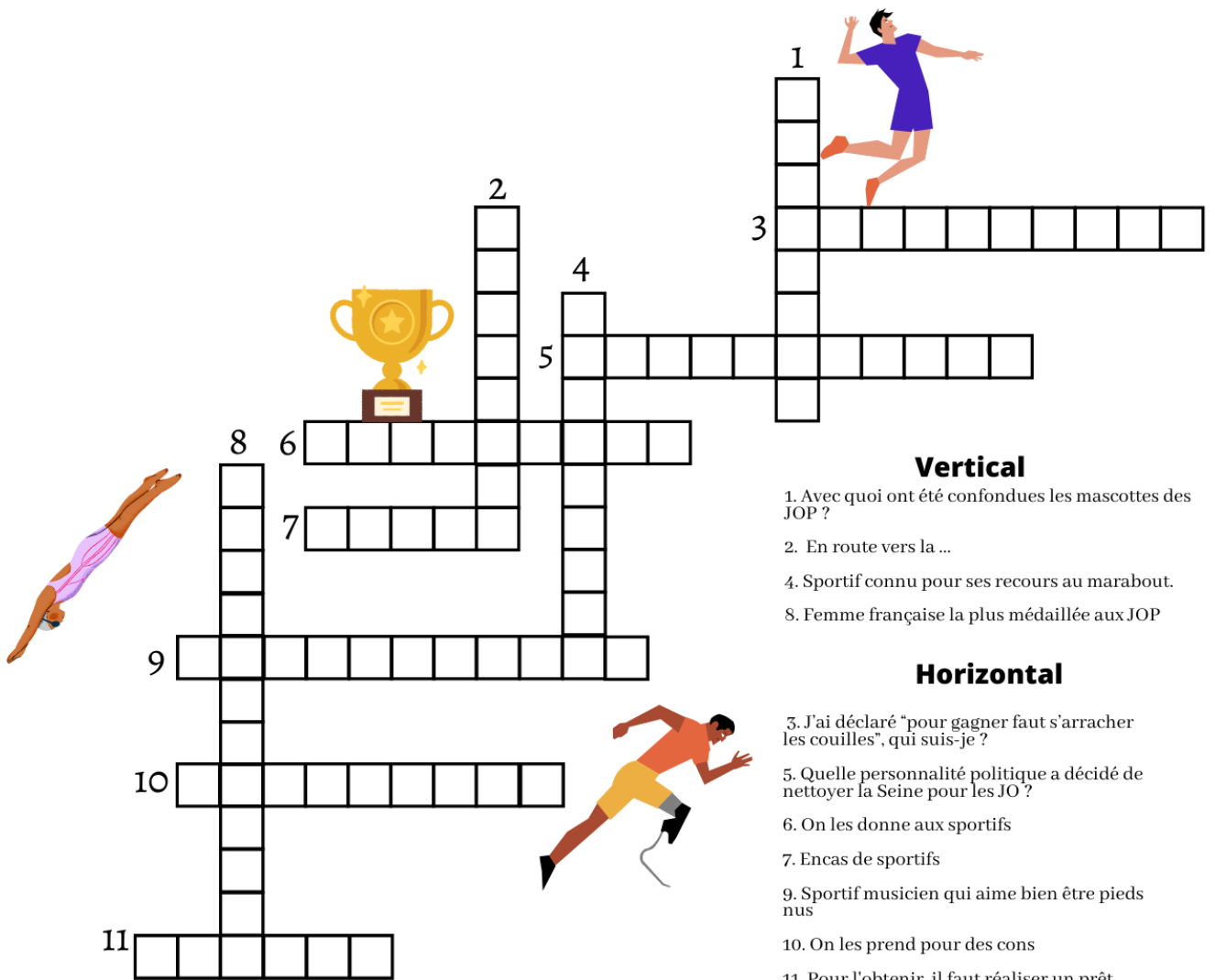
Estelle Mossely : Avec Jupiter qui rétrograde, attention au retour de flamme. Le temps sera ensoleillé les jours précédant l'événement mais redoublez de vigilance pour ne pas vous brûler les ailes comme Icare.

POISSON

David Douillet : À force de compter vos victoires, vous finissez par oublier vos proches. Les Jeux seront alors l'occasion de leur prouver que vous ne vivez pas que pour les caméras !

VERSEAU

Nelson Monfort : Ladies and Gentlemen oui oui vous ne rêvez pas les Jeux seront your time to shine. Tous les astres seront avec vous, soyez serein-es !



Vertical

1. Avec quoi ont été confondues les mascottes des JOP ?
2. En route vers la ...
4. Sportif connu pour ses recours au marabout.
8. Femme française la plus médaillée aux JOP

Horizontal

3. J'ai déclaré "pour gagner faut s'arracher les couilles", qui suis-je ?
5. Quelle personnalité politique a décidé de nettoyer la Seine pour les JO ?
6. On les donne aux sportifs
7. Encas de sportifs
9. Sportif musicien qui aime bien être pieds nus
10. On les prend pour des cons
11. Pour l'obtenir, il faut réaliser un prêt bancaire









4 nouveaux sports sont intégrés aux JOP

Trouvez la première lettre de chaque pays et écrivez-la dans la case afin de les découvrir !

1er sport



			
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

2ème sport




							
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

Trouvez la lettre et/ou le mot en anglais !

3ème sport

	
<input type="text"/>	<input type="text"/>

4ème sport

		
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

■ MOT DE LA FIN

Le sport peut créer de l'espoir là où il n'y avait que du désespoir.

Un évènement d'une telle ampleur a forcément des répercussions sur la société et ses acteur-rices. À travers ce numéro de *The Loop*, nous souhaitons apporter un regard critique et décalé sur les JOP 2024, sujet qui cristallise les débats et monopolise l'attention du grand public. Cette densité peut donner un véritable mal de crâne ou permettre de mettre en lumière les oublié-es, les champs inexplorés ou de développer et remettre en cause des terrains déjà parcourus. C'est une porte d'entrée pour naviguer au travers de thématiques historiques, sportives, économiques, sociales et bien plus encore. Il peut parfois être difficile de se positionner entre passion sportive et valeurs, face aux problématiques éthiques, économiques et écologiques qui n'en finissent pas de revenir à chaque édition des JOP. Paris 2024, désormais sous le feu des projecteurs, n'y échappe pas, même si l'organisation tentera de raviver la flamme des Jeux et de faire oublier les tensions.

■ Par Nassim DJARAOUANE,
Pierre TEXIER et Yazid TOUABI



REMERCIEMENTS

Rédactrice en chef :

Fiona DELISLE

Rédacteur en chef adjoint :

Pierre DUSSAUCY

Secrétaires de rédaction :

Silvia FERREIRA, Lynda BOCQUET

Graphistes :

Maeva AUBARET, Karine LE DUIGOU



LA FLAMME



Pour qu'il se
plante droit
dans ton cœur

SÉRIEUX



Pour prendre
le large autour
d'un verre

**PAS DE COUP
D'UN SOIR**



Pour partir
en freestyle
un soir

**COUP
D'UN SOIR**



Pour une
envie de finir
au tatami

**PLAN
CUL**

! Fausse PUB par Sarah ALI

THE
loop